

Réflexions sur le mouvement des gilets jaunes

Le mouvement des gilets jaunes est un mouvement spontané qui a son origine dans une pétition lancée sur les réseaux sociaux et qui a pris l'ampleur d'un mouvement de masse, comme une traînée de poudre. La protestation initiale contre l'augmentation des taxes sur les carburants a rapidement été dépassée pour toucher un ensemble de revendications sociales.

L'ampleur du mouvement, la rapidité de son expansion et la nature des revendications formulées me semblent être le symptôme de l'échec total aussi bien des partis de la gauche, que du mouvement syndical à exprimer le sentiment de ce qu'on appelle souvent avec mépris la « France profonde », mais qui est simplement la France des gens ordinaires que nous côtoyons tous les jours.

Pourtant, le mouvement syndical avait en théorie un instrument parfaitement adapté pour s'adresser aux couches sociales pas nécessairement salariées mais prolétarisées ou paupérisées : les unions locales, départementales ou régionales, en tout cas pour ce qui concerne la CGT qui a conservé, formellement, les structures mises en place pendant la période syndicaliste révolutionnaire du mouvement ouvrier. Mais encore fallait-il les utiliser. Il s'agit en somme de structures *horizontales*, héritières des anciennes bourses du travail, qui organisaient la population non pas sur la base de l'entreprise mais sur la base de la localité, du département, etc.

Lorsque les syndicalistes révolutionnaires eurent perdu leur prépondérance dans la CGT et que le parti communiste fut devenu hégémonique, ces structures horizontales ne furent évidemment pas complètement supprimées, mais leur rôle fut considérablement réduit car admettre une instance syndicale qui s'occupe des problèmes de la population locale, c'était faire une sérieuse concurrence aux partis politiques. Ces structures horizontales du mouvement syndical seraient extrêmement utiles aujourd'hui.

Les directions politiques et syndicales aussi bien que les avant-gardes révolutionnaires, qui affichèrent leur indifférence ou leur méfiance envers le mouvement et qui reprochaient à Macron d'être complètement décalé par rapport à la réalité des couches populaires du pays, sont en fait aussi décalées que lui.

L'attitude du mouvement libertaire à l'égard du mouvement des gilets jaunes a été au départ marquée par une réelle méfiance. Les militants qui se sont exprimés mettaient l'accent sur le fait que ce n'était pas un mouvement "de classe" mais hétérogène : salariés modestes – ouvriers employés – membres du petit encadrement, artisans et auto-entrepreneurs, de paysans, de personnels médicaux (infirmières), beaucoup de femmes, beaucoup de retraités. Il y a aussi des petits patrons. Ces derniers restent relativement discrets, du moins si on s'en tient aux interviews qui sont montrées à la télé. En revanche, ce qui est visible dans les médias, c'est le sort des couches les plus défavorisées de la population, qui vivent dans des conditions

de désespoir que beaucoup de Français semblent découvrir. En d'autres termes, le mouvement qui avait commencé sur une revendication axée autour de la taxation sur le carburant est devenu un mouvement social global.

Mais il ne faut pas sous-estimer le caractère social de la question de la taxation des carburants. Ce n'est pas, et de loin, une affaire qui ne concerne que les petits patrons. En effet, une masse importante de la population vit dans les zones les plus périphériques des villes où il y a peu de transports en commun, ou à la campagne parce que l'accès au logement est moins cher. Mais un couple où tous les deux travaillent et ont besoin chacun d'une voiture y consacre une part très importante de son budget. Sans parler de enfants qu'il faut conduire à l'école ou à leurs différentes activités.

La situation limite d'une augmentation irraisonnée du prix des carburants serait qu'au moins l'un des membres du couple serait obligé de cesser de travailler, ce qui produirait une réaction en chaîne catastrophique : on serait alors dans une situation où le problème se poserait en termes de *survie*. Et de fait on a pu entendre des gens dire : « On n'a plus rien à perdre. » C'est là la conséquence de quarante ans de politique que je refuse de qualifier d'« austérité », parce que ce ne fut pas l'austérité pour tout le monde. Je dirais plutôt quarante ans pendant lesquels l'État, au service du capital financier, a tondu la laine sur le dos des prolétaires et des couches moyennes pour garantir des revenus juteux aux actionnaires. Si donc on parle de « politique d'austérité », il faut préciser au détriment de qui elle fut organisée.

Ce furent également quarante années pendant lesquelles on a assisté à la dégradation calculée des services publics, au non-entretien des équipements publics.

Ensuite certains commentateurs libertaires ont souligné que les gilets jaunes penchaient vers le Front national, ou son successeur dont je n'ai pas retenu le nom, ou qu'ils étaient sexistes, ou homophobes, ou islamophobes, etc., sans tenir compte que sur un échantillon de 200 000 personnes il y a inévitablement une marge de partisans de l'extrême droite, d'homophobes, de sexistes, d'islamophobes, etc.

Dans tout mouvement d'une ampleur comme celui des gilets jaunes il est inévitable qu'au milieu de revendications légitimes se mélangent d'autre revendications contestables ; qu'à côté d'exigences sur l'augmentation des retraites se mêlent des propos que nous ne saurions cautionner. Il est tout aussi inévitable que l'extrême droite tente de récupérer la mouvement, que certaines fractions du mouvement soient ouvertement sympathisantes de l'extrême droite. Je pense qu'il faut alors éviter de définir l'ensemble du mouvement à partir de ce qui est observable sur une petite partie de celui-ci.

Le recours à la *Marseillaise* semble avoir rebuté un certain nombre de militants de la « gauche radicale ». Mais faut-il s'étonner qu'une population qui a été oubliée pendant si longtemps par la propagande révolutionnaire se raccroche aujourd'hui au seul chant révolutionnaire qu'elle connaisse, la *Marseillaise*, qu'elle se réapproprie ? Qu'est-ce qui gêne dans la première strophe de la *Marseillaise* ? « Contre nous

de la tyrannie » ? Mais la tyrannie est toujours là, c'est celle des marchés, celle des actionnaires protégés par l'Etat, qui boivent le sang des travailleurs. Et ces « féroces soldats qui viennent jusque dans nos bras égorger nos fils et nos compagnes » ? Une superbe métaphore pour tous ceux qui brisent les vies de millions de personnes vivant sans espoir dans la plus extrême précarité ! Il ne faut pas laisser la Marseillaise à la droite, il faut se la réapproprier !

Que les leaders de l'extrême droite tentent de récupérer le mouvement n'a rien de surprenant, mais en même temps si les libertaires leur abandonnaient le terrain, ça laisserait une large masse de manœuvre à ces gens. On ne peut pas attendre d'un mouvement massif de protestation qu'il coïncide avec nos vues pour décider de nous y engager. Les révolutions sont rarement servies sur un plateau.

Le mouvement libertaire n'a curieusement pas tiré, dans un premier temps, les conclusions du constat qui a été fait que le mouvement des gilets jaunes restait décentralisé, sans leaders et qu'il développait une méfiance importante à l'égard de la représentation, tous ces thèmes étant des thèmes par définition libertaires.

En d'autres termes, ceux qui s'inquiètent de la présence de militants d'extrême droite dans le mouvement des gilets jaunes devraient plutôt s'inquiéter de l'absence des libertaires.

L'une des principales failles du mouvement, me semble-t-il, est leur ignorance apparente des mécanismes du système, qui ne les rend pas crédibles lorsqu'ils doivent répondre à la question : Qui va payer les mesures qu'ils exigent. Car faute de s'en prendre aux revenus actionnariaux, aux revenus du capital, ce seront encore une fois les pauvres qui paieront pour les plus pauvres qu'eux.

Or selon la Fondation Jean-Jaurès, c'est la première fois, depuis la création de l'impôt sur le revenu en France il y a un siècle, que les revenus du capital sont aussi peu taxés par rapport aux revenus du travail. Et on dit que Macron n'est pas le président des riches ?

La fiscalité sur les revenus du patrimoine a fortement diminué, Cadeau pour les riches : 1,3 milliard d'euros.

Même chose pour l'imposition du patrimoine financier qui diminue avec la sortie des biens mobiliers de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Cadeau pour les détenteurs de patrimoine : 3,2 milliards d'euros. Pour les 100 contribuables les plus riches, le gain serait de 1,5 million d'euros en moyenne.

Les gens qui accumulent du patrimoine sont de moins en moins taxés. En revanche, un impôt progressif sera établi pour les salariés, qui pourra ponctionner jusqu'à 55 % de leurs revenus, tandis que les personnes dont les revenus viennent de leur capital ne pourront pas être imposés au-delà de 30 %. Cette réforme se traduit instantanément par un accroissement des inégalités de revenus après impôt, au profit des 10 % de ménages du haut de l'échelle. La progressivité du système fiscal français s'en trouve sérieusement érodée.

« Récompenser ceux qui réussissent par l'argent, et ceux qui ont hérité de la réussite de leurs ascendants, sans

considération en matière d'inégalités (...). Les 5% de ménages les plus aisés voient leur niveau de vie progresser de 1,6% en moyenne, quand les 5% les plus pauvres voient leur niveau de vie décroître de 0,6% en moyenne ¹. »

Les bénéficiaires de la politique d'Emmanuel Macron sont les détenteurs de capitaux financiers qui bénéficieront de **l'abrogation de la taxe sur les dividendes** et de la fin de l'impôt progressif sur le capital. Les grandes fortunes, les gros investisseurs et les grandes entreprises économiseront 11,8 milliards d'euros supplémentaires en 2018 !

Il fut un temps où l'État, ou toute collectivité territoriale qui voulait investir, empruntait de l'argent à la Banque centrale à des taux extrêmement bas. Pour le capital financier, c'était une manne extraordinaire qui lui échappait. Aujourd'hui c'est impossible : il faut emprunter au système financier privé. A ce titre, l'État va devoir verser 41,6 milliards d'euros au titre de l'intérêt des emprunts qu'il a contractés auprès des banques, des fonds d'investissement, des entreprises. Mais ces groupes financiers sont ceux-là mêmes qui bénéficient des mesures fiscales votées par les godillots de Macron. En résumé, ces groupes financiers recevront un cadeau de 53,3 milliards d'euros en 2018.

A cela on peut ajouter le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui, de 2013 à 2018, a coûté plus de 99 milliards d'euros aux finances publiques. Le CICE était une idée de François Hollande. Il avait pour objectif de favoriser les embauches. En fait, il n'a permis de créer ou maintenir que 100 000 emplois entre 2013 et 2015, selon le comité de suivi du CICE.

« Au contraire, les dividendes reversés aux actionnaires se portent très bien : près de 46 milliards d'euros de dividendes ont été distribués en 2016, soit 57% des bénéfices des entreprises. Le risque est donc important qu'un cycle infernal s'installe : plus des allègements d'impôts et de cotisations seront décidés pour favoriser les entreprises, plus celles-ci rémunéreront actionnaires, voire personnels, en dividendes, elles-mêmes défiscalisées, appauvrissant d'autant les missions d'intérêt général censées être accomplies par l'État et les collectivités locales ². »

Mais tous les cadeaux faits aux grandes entreprises doivent être payés par quelqu'un. On va donc rançonner les contribuables, et notamment les contribuables les plus modestes.

1 Voir : <https://jean-jaures.org/nos-productions/reforme-de-la-fiscalite-du-capital-la-secession-des-riches>

2 [Ivan du Roy](https://www.bastamag.net/La-revolution-fiscale-selon-Macron-une-grande-machine-a-redistribuer-a-l-envers), « La révolution fiscale selon Macron : une « grande machine à redistribuer à l'envers ». <https://www.bastamag.net/La-revolution-fiscale-selon-Macron-une-grande-machine-a-redistribuer-a-l-envers>

Les mesures présentées comme permettant d'améliorer le pouvoir d'achat sont illusoire car elles ne compensent pas la hausse de la contribution sociale généralisée, qui coûtera 20 milliards d'euros aux contribuables, tandis que la hausse des pensions de retraite bénéficiera aux retraités à hauteur d'1 milliard (11 euros par mois et par retraité) et la baisse de la taxe d'habitation ne représentera que 3 milliards. La seule baisse des aides au logement de 5 euros par mois pour les familles modestes rapportera 1,4 milliard à l'État. On rogne sur tout, on fait les fonds de poche. Ainsi, la suppression de 110 000 emplois aidés représente une économie pour l'État de 2,5 milliards. Quant à la Baisse de la dotation globale de fonctionnement aux collectivités locales : entre 3 et 4,5 milliards.

Ceci n'est qu'un survol rapide et pas exhaustif des ressources prélevées sur le budget de l'État – c'est-à-dire sur les contribuables – pour le plus grand bien des grandes entreprises et des grandes fortunes.

« Les missions d'intérêt général sont largement fragilisées. La suppression de 110 000 emplois aidés et la baisse de dotation des collectivités locales ont déjà des effets néfastes sur la cohésion sociale, la vie associative, l'action culturelle, l'aide aux personnes handicapées ou l'accueil dans les écoles ³. »

On va par conséquent subir une dégradation accrue des services publics de proximité tels que les cantines scolaires, les crèches, les services sociaux, dont les premières victimes seront les populations les plus modestes.

Quant aux grands services publics : santé et éducation nationale, leur situation se dégradera encore et l'État fera appel aux marchés financiers, accroissant encore plus la charge de la dette, accroissant encore plus la fortune des plus riches. L'État est devenu l'instrument au service des plus riches pour leur permettre de piller les ressources du pays et tondre la laine sur le dos de la grande majorité de la population laborieuse.

Les gilets jaunes semblent paralysés devant les accusations de violence qui leur sont faites. Ils ne répondent pas que *la violence sociale faite aux victimes du système est la pire des violences*.

La méfiance légitime des gilets jaunes envers la représentation comporte un danger. Celui de voir des hommes ou des femmes investis, par les médias ou le pouvoir, de la fonction de représentants et négociant une sortie de crise sans en avoir la légitimité. Le mouvement libertaire a une solution à cet écueil, c'est l'organisation fédéraliste fondée sur le contrôle des mandats, la restriction de la durée des mandats et la révocabilité — idées qu'on retrouve dans les textes rédigés par les gilets jaunes. Aucune organisation de plusieurs

3 *Ibid.*

centaines de milliers de personnes ne peut fonctionner sur la base de la démocratie directe permanente. On sait cela, depuis Proudhon.

Le mouvement des gilets jaunes pourra-t-il se pérenniser ? Il est possible qu'une partie des acteurs du mouvement finissent par constituer le noyau et l'encadrement d'un nouveau parti, ou d'une organisation d'un type nouveau qui finira par se noyer dans le marécage parlementaire s'ils décident de s'orienter dans cette voie.

Dans la mesure où le mouvement a révélé un extraordinaire mouvement de solidarité parmi ces participants, il est possible que subsiste ce sentiment d'*appartenir à une communauté* et que se constitue une sorte de « conscience de classe » d'un type nouveau.

Mais si le mouvement ne remet pas en cause de manière vigoureuse ce qui constitue le noyau dur du système d'exploitation et de domination que subit la population, la dictature quasi invisible du système actionnarial, le mouvement finira, je pense, par s'essouffler parce qu'il n'aura pas d'autre perspective que de s'en remettre au pouvoir actuel, ou à un autre, pour jouer aux chaises musicales et transférer d'un poste budgétaire à un autre les mesures sociales que la population laborieuse devra payer de sa poche.

Plutôt que de se fixer sur l'idée que le mouvement des gilets jaunes est un mouvement des « classes moyennes » — auxquelles la plupart des anarchistes appartiennent — il y avait peut-être une autre approche possible. Un retour vers nos classiques, vers la définition du « prolétaire » faite en 1926 par la CGT-SR :

« ... l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille – l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : le prolétariat. » (Pierre Besnard, *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale.*)

Si cette définition mériterait d'être réactualisée, il n'en reste pas moins que le terme « prolétaire » désigne ceux qui produisent les richesses et qui n'en bénéficient pas, ou peu. Il désigne aussi ceux qu'on écarte du droit de produire : chômeurs, paysans expulsés. C'est dire qu'un chômeur ne se situe pas dans une catégorie séparée du prolétariat, il en fait partie à part entière. Ce n'est pas un marginal ni un assisté, c'est un prolétaire privé de travail. Le prolétariat au sens où l'entendait la CGT-SR couvrirait aujourd'hui 75 % de la population en France.

Le prolétariat défini par la CGT-SR désigne ceux qui n'ont aucun pouvoir. Il désigne enfin ces millions d'hommes qu'on a envoyés sur tous les fronts s'entre-tuer alors qu'ils n'avaient aucune raison de le faire, ces millions de femmes, d'enfants, qui meurent pour la raison d'État ou les parts de marché que se disputent les multinationales: ils

sont légion, contrairement à ce que certains veulent faire croire, et leur nombre va croissant.

René Berthier
7 décembre 2018